

# La gouvernance économique mondiale depuis 1944

**Photo 1 p.346 : Le sommet du G8 à L'Aquila en 2009**

**Caricature p.347 : La contestation de l'OMC en Amérique latine**

Le mot "gouvernance" est un néologisme anglo-saxon arrivé en France dans les années 70 dans le monde de la gestion des entreprises et qui est utilisé depuis les années 80-90 dans le domaine de l'analyse politique. Il a d'abord été appliqué aux pays sous-développés puis aux organisations internationales avant de concerner toute forme de pouvoir étatique. Il s'agit de s'interroger sur la façon de l'exercer le pouvoir politique, la "bonne gouvernance" étant une façon de gérer efficacement les affaires publiques. La notion de gouvernance tend à réduire les questions de politique économique à de simples problèmes techniques. Elle tend à évacuer la dimension idéologique des choix politiques.  
**Comment a évolué la gouvernance économique mondiale depuis 1944 ?**

## I - Le nouvel ordre économique mondial de 1944 aux années 1970

### 1 - Les conséquences de la 2<sup>de</sup> Guerre mondiale :

**Schéma 3 p.351 : Le système monétaire de Bretton Woods**

**Tableau 3 p.351 : L'évolution des droits de douane grâce au GATT**

Consigne : Comment se réorganise le nouvel ordre économique mondial au lendemain de la 2<sup>de</sup> Guerre mondiale ?

Dès 1943, les Alliés s'entendent pour réorganiser le monde de l'après-guerre afin d'empêcher tout retour de régimes totalitaires et d'un conflit mondial. La création de l'ONU répond à cet objectif politique, mais elle est complétée par des institutions et des accords économiques et financiers destinés à assurer le retour de la prospérité mondiale. Pour éviter les désordres monétaires qui ont été à l'origine de la déstabilisation des démocraties dans les années 1930, la stabilisation des monnaies devient une priorité pour les Alliés. En 1944, les accords de Bretton Woods sont signés par 44 pays. Il s'agit pour chaque pays de définir la valeur de sa monnaie en or ou en dollars (35 gr d'or = 35\$). Il s'agit d'établir un système de parité fixe des monnaies : les cours ne peuvent varier de  $\pm 1\%$  par rapport à la parité établie. Le FMI et la Banque mondiale doivent veiller à l'application des règles de Bretton Woods. En 1947, 23 pays représentant 80% du commerce mondial adoptent les accords du GATT. Ces accords ont pour but de favoriser le développement du libre-échange en abaissant progressivement les droits de douanes entre les états signataires.

### 2 – Le poids des Etats-Unis dans le nouvel ordre économique mondial de l'après-guerre

**Caricature 3 p.204 : L'oncle SAM sème les graines de l'ERP**

**Caricature 1 p.350 : La répartition de l'or mondial en 1945**

Consigne : Quel est le poids économique des Etats-Unis dans le monde au lendemain de la guerre ?

La nouvelle gouvernance économique mondiale est dominée par les Etats-Unis. Les nouvelles institutions économiques internationales (FMI, Banque mondiale) ont leur siège aux Etats-Unis à Washington. De plus, au sein de ces institutions, en principe multilatérales, les Américains disposent par leur poids ou par leur nombre de voix d'un poids sans égal (25% des voix au FMI et à la BIRD auxquels les Etats-Unis apportent 1/3 des fonds). Les accords économiques signés au lendemain de la guerre consacrent la domination financière et économique américaine (40% du PIB mondiale en 1949). Les accords de Bretton Woods font du dollar la seule monnaie convertible en or et la monnaie du commerce internationale. A la fin des années 1940, les Etats-Unis détiennent les  $\frac{3}{4}$  du stock d'or mondial. En juin 1948, les Etats-Unis proposent le plan Marshall (13 milliards \$) à l'Europe. Le plan Marshall a 3 objectifs :

- il doit permettre la reconstruction rapide de l'Europe détruite par la guerre ;
- il doit permettre de mettre en place la politique d'endiguement de l'URSS (diplomatie du \$) par l'adoption du modèle américain par les pays qui l'accepte ;
- il doit permettre de stimuler les exportations américaines. Les Etats-Unis assurent 21% des exportations mondiales en 1949.

### 3 – Les limites et la faillite de ce nouvel ordre économique mondial

#### Caricature 1 p.355 : la diminution du stock d'or américain

#### Doc.2 p.355 : Pour un nouvel ordre économique international

Consigne : Montrez les faiblesses de la gouvernance économique mondiale issue de la 2<sup>nd</sup>e Guerre mondiale. Montrez les limites des documents.

Le système de Bretton Woods fonctionne mal. La cascade de dévaluation dans toute l'Europe entre 1948 et 1949, en France à nouveau en 1958 puis en 1969, au Royaume-Uni en 1967, ... illustre la difficulté à stabiliser les monnaies. En août 1971, les Etats-Unis décident de suspendre la convertibilité en or du dollar. C'est la fin du système de Bretton Woods. Cette décision s'explique par une forte inflation : les pays exportant vers les Etats-Unis (comme la RFA) avait tendance à accumuler de grandes quantités de dollars pour l'échanger ensuite contre l'or, c'est pour éviter d'épuiser leur stock d'or et limiter l'inflation provoquée par le retour massif de dollars que les Etats-Unis doivent renoncer à la convertibilité or-dollar. En 1976, le principe des taux de change fixes est abandonné. De plus, la mise en place du GATT s'avère difficile : de nombreux pays (comme le Japon ou la CEE) refusent d'abaisser de façon significative leurs droits de douane et mènent une politique protectionniste. Le nouvel ordre économique mondial né après la 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale reste également limité géographiquement. L'URSS et le bloc de l'Est refusent de participer aux institutions économiques internationales et tentent de promouvoir son propre modèle de développement économique. Les pays nés de la décolonisation refusent, dès la conférence de Bandoeng en 1955, également les logiques économiques nées à la fin de la guerre. Les pays « non-alignés » dénoncent l'inégalité des termes de l'échange et le « pillage » de leurs ressources par les pays du Nord : en 1960, l'OPEP est créée par les pays producteurs de pétrole pour mieux contrôler les cours. En 1964, la CNUCED est créée dans le cadre de l'ONU pour rééquilibrer les échanges mondiaux et atténuer les disparités de développement. Ils (G77) réclament la mise en place d'un nouvel ordre économique internationale (NOEI) plus juste.

*En 1944-45, le système économique international a été réorganisé sous la domination américaine. La crise des années 70 vient en partie de leur tentative pour maintenir leur suprématie sans tenir compte de l'émergence de nouveaux acteurs, concurrents voire hostiles.*

## II – La gouvernance économique mondiale à partir des années 70

### 1 – La récurrence des crises économiques depuis 1973

Après 30 années de croissance économique (« Trente Glorieuses »), les économies occidentales sont touchées à nouveau par la crise à partir de 1973. Depuis les années 1970, les crises viennent en effet ébranler à nouveau régulièrement (1973, 1979, 1987, 2007-2008) les économies et montrent les difficultés à mettre en œuvre une gouvernance économique mondiale. On constate que la spéculation financière est souvent à l'origine de ses crises. Depuis les années 1970, les Etats-Unis tendent à multiplier les dollars pour financer « gratuitement » leur économie : multiplication des « euro-dollars » (dollars investis en Europe), des « pétro-dollars », ... Les Etats-Unis vivent à crédit et leur dette a explosé : 16.000 milliards \$ en 2012 soit ±100% PIB.

#### Doc.1 et doc.2 p.368 : La question de la dette africaine

Consigne : Montrez en quoi ces documents sont révélateurs du problème de la dette des pays du Tiers-Monde.

Ces « surliquidités » alimentent les flux mondiaux de capitaux ce qui multiplie le risque de placements plus ou moins hasardeux. Alors que la régulation des flux financiers par les états diminue, le risque de krach boursier augmente donc. Par exemple, la multiplication des prêts aux pays en développement dans les années 1970 à 1980 a eu pour conséquence une terrible crise financière : la dette des PED a été alors multipliée par 33 (1982 : Mexique en cessation de paiement => crise qui s'étend ensuite à toute l'Amérique latine puis en Afrique). En 1997, éclate la « bulle spéculative financière » en Asie qui est aussi une crise du surendettement des états émergents d'Asie : fin 1997, le won perd 50% de sa valeur.

### 2 – La crise des institutions économiques internationales :

#### Doc.4 p.357 : L'intervention du FMI en Afrique

**Caricature 5 p.357 : L'attitude du FMI critiquée dans la presse**

Consigne : En quoi peut-on parler de crise du FMI depuis la fin des années 1990 ?

Le FMI, la Banque mondiale ou le GATT n'arrivent pas à éviter les crises économiques et sont de plus en plus critiqués. Ces institutions manquent de transparence et sont contestées par les pays du Sud. Les politiques d'ajustement structurel que le FMI impose aux pays en difficultés sont considérés par les pays du Sud comme une nouvelle forme de domination du Nord (« néo-colonialisme »). Le Sud dénonce le déficit démocratique de ses institutions contrôlées par le Nord et qui défendent ses intérêts. De plus, l'OMC qui a succédé au GATT en 1995 n'arrive pas toujours à éviter les tentations protectionnistes de certains pays. Face aux défaillances des institutions économiques multilatérales, les Etats tentent de reprendre en main la gouvernance économique mondiale en multipliant les réunions informelles et les sommets. Depuis la création du G6 en 1975 jusqu'au G20 créé en 1999, les Etats les plus riches cherchent désormais à fixer les grandes orientations de l'économie mondiale. Néanmoins la crise grecque (depuis 2009) tend à illustrer la difficulté à mettre en œuvre la solidarité et la coopération internationale, et la défense par les Etats de leurs intérêts particuliers. Au bord de la faillite, la Grèce n'a bénéficié de prêts et d'aides du FMI et de l'UE qu'après de longues et très difficiles discussions.

**Doc.1 p.362 : le forum social mondial****Doc.2 p.362 : Une manifestation contre l'OMC**

Consignes : En quoi l'altermondialisme est-il une volonté de mettre en œuvre une nouvelle gouvernance économique mondiale ?

Face aux Etats et aux institutions internationales, la sociale civile entend désormais peser sur les choix économiques mondiaux. Le courant altermondialiste qui s'est développé depuis les 1980 veut s'imposer comme un acteur de la gouvernance mondiale actuelle. Il dénonce les dérives du capitalisme et veut mettre en place une gouvernance plus juste face aux effets sociaux des crises économiques, de la mondialisation et face à la pauvreté.

**3 – L'accélération de la mondialisation****Carte 3 p.349 : Du GATT à l'OMC**

La mondialisation s'accélère depuis les années 1970. Les exportations mondiales de marchandises les sont passées de 579 milliards \$ à 1838 milliards \$ entre 1976 et 1983, puis à 12.178 milliards en 2009 : les exportations ont été donc multipliées par 21 en 30 ans. Les progrès dans le domaine des transports (conteneurs), dans le domaine des télécommunications (internet, téléphonie mobile) et la dérégulation financière (libre-circulation des capitaux) et les délocalisations ont permis ce développement des échanges mondiaux. La mondialisation a permis l'essor de nouveaux pays industrialisés (4 « dragons d'Asie » : Corée du Sud, Singapour, Taiwan) et l'apparition des pays émergents (BRICS) qui par leur croissance économique forte et leur industrialisation rapide bouleversent la hiérarchie des puissances. Le développement de ces pays est le résultat de la mise en œuvre de la DIT ou DIPP par les FTN. Le monde tend donc à devenir sur le plan économique de plus multipolaire.

**Conclusion :**

La mise en place de politique libérale a été la réponse apportée à partir des années 1970-1980 aux difficultés économiques : la libéralisation des échanges a accéléré le processus de la mondialisation mais aussi a accentué la concurrence entre les économies et aggravé les inégalités. La multiplication des crises économiques, les enjeux du développement durable, la marginalisation de certaines régions du monde appellent à la mise en place d'une nouvelle gouvernance économique mondiale. De plus en plus inadaptées, une redéfinition des règles économiques internationales apparaît aujourd'hui nécessaire. A l'image du FMI depuis 2008, les institutions internationales tentent de se réformer pour renforcer leur représentativité et donner un rôle plus important aux pays du Sud. Cette réforme est d'autant plus nécessaire que face aux difficultés, les états sont tentés de plus en plus par le repli sur soi.